

LES NOUVEAUX RICHES...

Les «*nouveaux pauvres*» que la presse découvre soudainement donnent lieu à une campagne idéologique, à proprement parler, scandaleuse... Les nouveaux pauvres ne seraient pas des chômeurs condamnés à la misère par la politique déflationniste de Jacques Delors, politique dont le résultat le plus clair peut se résumer en un constat: déjà plus de trois millions de chômeurs et ce n'est pas fini!

Le nouveau pauvre serait une sorte de victime expiatoire désignée par la puissance divine probablement pour racheter les péchés des hommes coupables d'avoir cru au démon, c'est-à-dire au progrès, ce qui les a conduits à se vautrer dans les délices de la «*société de consommation*» dénoncée par les pseudo-révolutionnaires de 68.

Dans cette optique, les «*nouveaux pauvres*» sont invités à se résigner à leur triste sort et, avec l'abbé Pierre, tenter de gagner le ciel en fouillant les poubelles.

Mais, Dieu merci! Il n'y a pas en ce bas monde que des nouveaux pauvres. M. Jacques Delors, éminent militant C.F.D.T., ancien ministre devenu directeur de je ne sais quel bidule européen, MM. Jacques Chérèque et Michel Rolland, anciens secrétaires confédéraux devenus par la grâce de Dieu et du pouvoir «*socialiste*», l'un super préfet, l'autre directeur de l'*Agence Nationale pour les économies d'énergie*, peuvent difficilement être rangés dans la catégorie des nouveaux pauvres... On peut, sans aucune hésitation les ranger dans une catégorie qui, elle, ne fait pas la une des journaux: celle des nouveaux riches!

Tout un chacun a pu, sur les écrans de la Télévision d'État admirer le beau regard franc de M. Michel Rolland plaidant, au nom de la «*rationalité économique*», pour l'augmentation du prix de l'essence ou, plus exactement, pour l'augmentation des taxes que l'État néo-socialiste prélève sur chaque litre d'essence.

Mais l'argumentation de l'ami Edmond Maire mérite d'être relevée d'autant que, tout compte fait, elle se résume finalement à un seul et unique argument. En dehors de la référence à une mythique «*rationalité économique*» Michel Rolland a fait une découverte d'une portée considérable: l'essence serait moins chère en 1984 qu'en 1956 (pourquoi 1956 ... pourquoi pas 1914, seul Dieu et Michel Rolland le savent).

Quoiqu'il en soit, l'argument choc de l'éminent préposé à la propagande d'État m'a amené à fouiller dans mes souvenirs. Hélas, trois fois héla : en pure perte parce qu'en 1956, je me fichais du prix de l'essence comme d'une guigne pour la simple et bonne raison qu'en 1956 comme la plupart des travailleurs, je n'avais pas les moyens d'acquérir une voiture automobile (ni machine à laver, ni télévision, ni réfrigérateur!).

Autrement dit, et pour peu qu'on prenne la peine de réfléchir, derrière l'argument de l'ex-confédéral et toujours militant C.F.D.T. se profile une politique qui tend ni plus ni moins qu'à nous faire revenir trente ans en arrière (en attendant mieux).

Et c'est contre cette politique réactionnaire que la classe ouvrière, qui tend à regrouper ses forces, tant sur le plan syndical que politique, se mobilise chaque jour un peu plus.

Notre congrès confédéral a dénoncé comme il convient toutes les mesures anti-ouvrières et anti-démocratiques que les néosocialistes encore au pouvoir prétendent mettre en place.

Nous combattons sans faiblesse (et appellerons si nécessaire à la résistance) notamment la loi de décentralisation qui tend à transformer la République en sorte de monarchie (ou plus exactement de régime bonapartiste) fondée sur des structures corporatistes qui entraîneraient la perte de toutes nos libertés. Déjà la loi du 11 février 1950 est mise à mal et le droit des syndicats à exprimer les besoins des travailleurs en termes de revendications et d'agir pour les faire entrer dans la vie par voie de contrats collectifs, est contesté.

Mais il s'agit là d'un vieux combat contre des vieilleries idéologiques que la classe ouvrière a toujours victorieusement combattues.

Or, n'en déplaise aux théoriciens de la «convivialité» ou de l'idéologie «communautaire», la classe ouvrière demeure une réalité bien vivante et on peut être assuré qu'avec leurs organisations syndicales et politiques, les travailleurs sauront s'opposer au retour offensif d'un nouvel obscurantisme.

Alexandre HÉBERT.
